



LE DÉPARTEMENT

## PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

### FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

**Année 2020**

Convention relative à l'action :

« Accompagnement et soutien de familles en démarche d'insertion »

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

**L'ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL (ADMR)**, « ZA les Roussets », 37 rue du Vivarais, 26320 SAINT MARCEL-LES-VALENCE, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par son Conseil d'administration et ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

### PREAMBULE

La mission première de l'ADMR est de permettre aux familles et aux personnes de bien vivre chez elles en apportant un service adapté à leurs attentes et à leurs besoins. Chaque personne est considérée comme autonome, libre de choisir le soutien qui lui convient.

Le mode d'intervention de l'ADMR est fondé sur :

- une action de proximité, décentralisée, pour être au plus près des personnes et leur proposer une offre de service qui réponde bien à leurs attentes ou besoins
- une action solidaire, à travers de petites équipes de bénévoles issues de la population locale, qui développent une action collective créatrice de lien social entre toutes les composantes de la population. Cette action vise à créer de nouvelles solidarités là où celles qui existaient se révèlent défaillantes ou inexistantes.

L'ADMR privilégie avant tout l'établissement d'une relation qui humanise les interventions quotidiennes et apporte une dimension d'échange et de reconnaissance mutuelle entre la personne aidée, le bénévole et le professionnel d'intervention.

*« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques »* Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement (2014-2018) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

## Il est convenu ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action « **Accompagnement et soutien de familles en démarche d'insertion dans le logement** » sur le Pôle logement de la Vallée de la Drôme, en référence au Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées de la Drôme (PDALHPD).

### Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'association mènera une action **d'Accompagnement et de soutien des familles en démarche d'insertion dans le logement** permettant le suivi de **minimum 8 ménages en file active, en difficulté de santé, physique ou psychologique non pris en compte par des dispositifs de droit commun**.

Cette action a pour objectif :

- Un accompagnement renforcé sur 6 mois
- Un accompagnement relais de 6 à 12 mois suite à ce premier accompagnement pour répondre aux interventions ponctuelles
- Le suivi de l'application du contrat logement et des obligations particulières qu'il contient,
- La prise en compte de l'ensemble des difficultés de la personne dans un projet dont l'objectif est la réinsertion dans la société (emploi, santé, logement), le logement étant une des portes d'entrée à cette démarche d'insertion,
- La mise en œuvre d'un accompagnement éducatif budgétaire,
- L'aide au foyer dans l'éducation des enfants
- L'aide au foyer dans les actes de la vie quotidienne (entretien de la maison).

L'association s'engage à affecter un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.

L'association s'engage à permettre l'accès à ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes et la CNIL, à l'adjoint logement du Pôle Logement référent, dans le cadre de l'évaluation continue des actions.

L'association fera apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

### **Article 3 : Obligation du Département**

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **25 000 €** pour l'accompagnement de 8 à 12 ménages en file active.

Ce paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat-FULH, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- 20 % après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

### **Article 4 : Évaluation**

L'Adjoint logement du Pôle logement de la Vallée de la Drôme est garant du suivi de l'exécution de la présente convention. Il est susceptible de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action. En cas de difficultés, il en réfère à sa hiérarchie.

L'Association s'engage à alerter l'adjoint logement dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'évènements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre un rapport d'activité final annuel par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

[habitat@ladrome.fr](mailto:habitat@ladrome.fr) et [logement-crest@ladrome.fr](mailto:logement-crest@ladrome.fr)

- ⇒ à la fin de chaque mois, **un état de présence nominatif** des personnes présentes le dernier jour du mois,
- ⇒ à la fin de chaque trimestre, **un état de présence nominatif** des personnes présentes sur le dernier trimestre,
- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.
- ⇒ **Documents bilan annuel** à transmettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** :
  - Un bilan global d'activité, faisant apparaître le nombre et les caractéristiques des ménages concernés par la mission,
  - Une analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés avec chaque famille dans les domaines de l'entretien de la maison, du suivi budgétaire et de l'éducation des enfants,
  - La grille d'évaluation collective de l'action,
  - Un état des dépenses engagées au titre de l'action.
- ⇒ **Documents bilan à fournir au plus tard le 30 juin 2021** :
  - Un **résultat analytique des charges et des produits pour l'action**,
  - le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

### **Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)**

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 aux fichiers et aux libertés, et au RGDP (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient déformées pas, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

#### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

#### **Article 7 : Révision - Résiliation - Litige**

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée.

En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,  
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,  
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.